



Les grandes lignes du plan du Conseil de paix pour le désarmement de Gaza ont été dévoilées

Description

Ce plan, présenté par le président du Conseil de paix, Nikolay Mladenov, prévoit un désarmement progressif sur une période de huit mois.

Par la rédaction d'Al Jazeera, le 26 mars 2026

Al Jazeera a pu consulter les détails d'un plan présenté par le directeur général du Conseil de paix, Nikolay Mladenov, visant à désarmer le Hamas et d'autres groupes palestiniens à Gaza.

Il prévoit que le désarmement à l'issue d'un des volets de [l'accord de cessez-le-feu](#) conclu en octobre [2025] pour mettre fin à la guerre génocidaire menée par Israël contre Gaza soit mis en œuvre progressivement au cours d'un processus en plusieurs phases s'étalant sur huit mois.

Ce processus conduirait au désarmement à condition qu'Israël respecte ses propres obligations, notamment l'autorisation de faire entrer à Gaza les matériaux de reconstruction nécessaires pour entamer les travaux de reconstitution de l'enclave après la dévastation du territoire par Israël depuis octobre 2023. Israël autoriserait également l'augmentation de l'aide humanitaire entrant à Gaza, et le plan prévoit le transfert de l'administration du territoire palestinien à un comité national.

Mladenov a présenté le plan dans les grandes lignes lors d'un discours prononcé mercredi devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Il y a déclaré que le plan avait été « présenté aux groupes armés concernés », qui ont été exhortés à « accepter sans délai ».

« Le démantèlement [des armes] se déroule parallèlement au retrait progressif », a indiqué Mladenov.

Le désarmement des groupes à Gaza est un sujet controversé, d'autant plus qu'Israël a continué à attaquer l'enclave pendant le cessez-le-feu, tuant [des centaines de Palestiniens](#). Israël n'a pas non plus cessé de restreindre l'acheminement de l'aide dans Gaza, ce qui a fait grimper les prix, alors même que de nombreux habitants du territoire restent déplacés et n'ont pas les moyens de se procurer des produits de première nécessité.

Le Hamas a refusé plusieurs reprises de [désposer les armes](#) tant que l'occupation israélienne de Gaza se poursuit. Les forces israéliennes maintiennent une présence à Gaza dans des zones situées au-delà d'une « ligne jaune », ce qui leur confère de facto une zone tampon de laquelle les Palestiniens ne peuvent s'approcher sans risquer d'être abattus. Le Hamas a également déclaré que le désarmement était une affaire interne palestinienne qui devait faire l'objet de discussions entre les factions plutôt que de leur être imposé de l'extérieur.

Le Hamas et Israël n'ont pour l'instant pas réagi officiellement aux détails du plan Mladenov. Mais des experts palestiniens ont précédemment [fait savoir à Al Jazeera](#) que ce plan équivalait en réalité à une « capitulation politique » du Hamas.

Le Conseil pour la paix, créé par le président américain Donald Trump à la suite du cessez-le-feu négocié par son gouvernement, a pris en charge la supervision de l'administration de Gaza.

Un processus pas à pas

Le plan Mladenov repose sur un processus par étapes, les transitions entre les phases n'intervenant qu'une fois que les deux parties ont rempli leurs obligations.

La première phase, qui doit s'étendre sur les deux premières semaines de l'accord, verrait la cessation totale des opérations militaires de la part d'Israël et du Hamas, ainsi que la mise en œuvre des protocoles humanitaires auxquels Israël s'est engagé dans le cadre du cessez-le-feu. Des représentants du Comité national palestinien et un organe technocratique créé après le cessez-le-feu dans le but d'administrer Gaza seraient également autorisés à entrer à Gaza pendant cette phase pour assumer l'ensemble des responsabilités en matière de sécurité et d'administration.

La deuxième phase, qui se déroulerait entre le 16^e et le 60^e jour, constitue le volet central du plan, avec le déclenchement du processus de désarmement. Le Hamas et les autres factions palestiniennes coopéreraient pour retirer les armes lourdes, dans un premier temps des zones contrôlées par Israël, puis, avant l'expiration des 90 jours, des zones encore contrôlées par le Hamas.

Le Hamas devrait également détruire son réseau de tunnels avant le 90^e jour du plan.

De son côté, Israël serait tenu d'autoriser la construction d'unités résidentielles préfabriquées temporaires dans des emplacements approuvés par le comité national palestinien.

Une fois que toutes les parties auront rempli leurs obligations au cours des trois premiers mois du plan, elles passeront à la phase suivante, au cours de laquelle les forces israéliennes se retireront

progressivement vers les limites de Gaza après qu'un comité de surveillance aura déterminé que les factions palestiniennes à Gaza ont été désarmées.

Les forces de sécurité relevant du Comité national palestinien seraient chargées de procéder à la collecte des armes. Cette tâche devrait être achevée d'ici le 251^e jour ; si tel est le cas, Israël se retirerait alors de Gaza, à l'exception d'un périmètre de sécurité non défini, jusqu'à ce que Gaza soit mise en sécurité [à?] contre tout risque de retour d'une menace terroriste ».

Une reconstruction complète serait également autorisée à ce stade, ainsi que la levée des restrictions sur l'entrée de « matériaux à double usage », tels que le béton, l'acier, les engrais et le carburant, qu'Israël a soigneusement limités, arguant qu'ils peuvent être utilisés à des fins militaires, alors même que les organisations humanitaires soulignent leur importance pour la vie civile.

Scepticisme

Si ce plan était mis en œuvre, il marquerait la fin définitive de la guerre et du règne du Hamas sur Gaza, qui dure depuis près de deux décennies.

Des points d'achoppement demeurent, concernant la question de savoir si Israël est réellement prêt à se retirer de Gaza, à respecter ses engagements et à s'abstenir de saper un accord, comme il l'a fait par le passé.

Le Hamas et d'autres factions palestiniennes sont profondément sceptiques quant au respect par Israël de tout accord et à l'idée de renoncer à leurs armes, qu'ils considèrent comme un élément essentiel de la résistance nationale palestinienne.

Le Hamas devrait également renoncer à tout contrôle sur Gaza dans le cadre de ce que le plan prévoit comme « une seule autorité, une seule loi et une seule arme » sur le territoire, sous l'égide du Comité national palestinien.

Mladenov est favorable à ce principe à l'ONU, ajoutant que « la population de Gaza souhaite la reconstruction, et la reconstruction passe par le désarmement ».

Source : [Al Jazeera](#)

Traduction : JC pour l'Agence Média Palestine

date créée
2026/03/30